

LE MOUVEMENT REVENDICATIF DES FONCTIONNAIRES ET LES CONDITIONS DU SUCCÈS...

La guerre vient de commencer entre les travailleurs et le gouvernement issu des «*bonnes élections*» du 21 octobre. Une fois de plus, la classe ouvrière a confié son sort aux partis. Une fois de plus, l'inquiétude la saisit à l'entrée d'un nouvel hiver sans lumière et sans feu.

La grande désillusion de 1936 pèse encore sur ce peuple qui a cru avec tant de ferveur et dont l'espérance a été si honteusement trompée. Comme en 1936, la démagogie la plus vaine et la plus insolente a été dispensée au «*souverain*» d'un jour: il ne semble pourtant pas, cette fois-ci, que sa fugitive et risible royauté lui ait tourné la tête. Balayant le chétif château de cartes des constructions politiciennes, la dure réalité parle, et son langage est trop clair: bas salaires, montée des prix, sous-alimentation, hantise d'une nouvelle guerre. A certains égards, la situation est pire encore que sous l'occupation. Peuple battu, peuple volé, peuple désabusé!

Plus que jamais, le Capital - le vrai vainqueur de cette guerre comme de l'autre - prélève sa dîme sur le travail exténué. Il se porte encore bien, le droit d'aubaine! Les travailleurs sont écrasés sous le poids d'une fiscalité dont ils sont presque seuls à traîner le fardeau. Cependant qu'on médite d'attirer d'innombrables colonnes de prisonniers allemands vers l'immense chantier qu'est devenu un pays qui a dû bien malgré lui - sinon malgré ses dirigeants - servir de champ d'expérience aux bombardiers de l'axe Berlin-Rome et de l'axe Washington-Londres. Un prolétaire pour une gamelle! Le vieux rêve, le rêve sénile du capitalisme décadent à la recherche de l'impossible bain de jouvence... Allez-y donc, compagnons du bâtiment, et demandez des augmentations de salaires, si vous l'osez: on se f...ichera de vous.

Cependant que les avions franco-anglais incendient les villes indochinoises et javanaises sans se faire de bile: il n'y a pas de D.C.A. dans le village annamite!

Et il n'y a pas de crime à cela, - on n'est pas des Boches! La grande peur est passée; les promesses, on s'assoit dessus gaillardement et on a grand'hâte de réintégrer le troupeau prolétarien sous l'implacable loi du profit.

Nous sommes effrayés de la passivité dont témoignent les travailleurs de l'industrie privée. Inaction, silence accablé chez les métallos, dans le bâtiment, partout. Oh! nous voulons bien le croire, elle n'est pas gaie la perspective de faire grève sur le tas et d'occuper les boîtes et les chantiers en ce mois de décembre. Crever de froid et de faim, être vendus comme il y a neuf ans, et au bout la misère, encore la misère. Sans compter que les chiens de berger staliniens montent bonne garde sur les flancs du morne troupeau.

Ce sont, cette fois, les travailleurs de la fonction publique qui déclenchent la bagarre. Pour beaucoup de catégories, les salaires sont plus bas encore que dans l'industrie privée. On doit mourir à petit feu avec 3.000 à 4.000 francs par mois, et ce doit être quelque chose d'inférieur que la vie du cantonnier, la vie sans joie, la vie humble et médiocre, toute tendue vers la dérisoire consolation qu'est la plus problématique des retraites!

Les fonctionnaires, eux aussi, se souviennent d'un passé peu reluisant. Ils sont payés - si l'on peut dire! - pour savoir le crédit que méritent les hâbleries effrontées de politiciens en mal de mandat. Ils ont vu ministre et commission des finances pondre laborieusement un invraisemblable projet de budget avec lequel on a l'aplomb de prétendre dépenser 440 milliards, alors qu'on espère (?) en extorquer 280 à une nation exsangue et vidée. Il leur a bien fallu constater qu'on les avait oubliés. Ils ont compris qu'il faut crier pour être entendu, menacer pour être pris au sérieux.

D'abord présentées sur le ton de la modération, leurs revendications se sont heurtées au VETO ministériel. Leur irruption intempestive ne risquait-elle pas de déranger la belle ordonnance du plan budgétaire du brillant ministre Pleven? Plan de faillite, bien sûr, mais si bien conçu, si méthodiquement étiqueté! Il a fallu alors la grève d'avertissement du 12 décembre pour obliger l'argentier national à retoucher son ahurissante construction. Il ne lâche d'ailleurs pas grand'chose, et la lutte ne fait que commencer. Malheureusement pour vous, camarades, le gouvernement sait déjà qu'il peut compter sur les bonzes communistes et réformistes de la C.G.T. pour vous ramener dans l'obéissance et noyer le poisson; il n'était pour cela que d'entendre le secrétaire confédéral Henri Raynaud prêcher le calme et la patience au meeting du Vel d'Hiv' et tenter de détourner votre ressentiment vers les «*traîtres et collaborateurs*», voire de fantomatiques provocateurs. Écoutez-le donc et serrez votre ceinture d'un cran!

Au *Libertaire* nous sommes toujours et avant tout avec les travailleurs en lutte pour leur droit à l'existence. Nous avons pourtant quelques critiques à vous opposer et vous ne nous en voudrez pas de le faire en toute loyauté. Nous croyons que vous avez tort de rester attachés au principe de la solidarité entre toutes les catégories de bas en haut de l'échelle. Le fonctionnaire à 300.000 ou 400.000 francs par an n'est pas un prolétaire, n'est pas votre frère. Rien de plus inutile et malfaisant que la hiérarchie sur laquelle est fondé tout l'édifice de la fonction publique. Pléthorique et oppressive, elle réduit à la moitié, peut-être même à moins, le chiffre des fonctionnaires productifs. On pourrait la supprimer du jour au lendemain que la machine n'en continuerait pas moins à tourner. Dans les municipalités, les employés ne travaillent-ils pas sous la direction de magistrats bénévoles et non appointés (maires et conseillers), lesquels - théoriquement du moins - ne coûtent rien aux citoyens? Pourquoi n'en serait-il pas de même dans l'État?

Nous croyons, nous, que le revenu de la nation étant de 1.206 milliards par exemple - 39.000 francs par tête d'habitant - tout ménage avec deux enfants qui a plus de 120.000 francs par an de revenu net vit en partie de l'exploitation du prolétaire à bas salaire: il n'y a pas à sortir de là et le profit ne tombe pas de la lune. C'est pourquoi nous nous refusons à admettre cette solidarité, laquelle ne justifie que trop aux yeux de certains le reproche qu'ils adressent aux fonctionnaires de constituer de plus en plus un État dans l'État.

Nous croyons qu'il est temps d'abolir les règlements, contrôles et tracasseries qui pèsent sur la production et le ravitaillement et de renvoyer à leurs chères études les parasites vichyssois et autres qui grouillent dans le fromage.

Nous croyons que les crédits militaires peuvent aujourd'hui, pour une nation de troisième zone comme la France actuelle, être réduits à leur plus simple expression et que nous n'avons pas besoin de police d'État. La reconstruction et l'agriculture vont bientôt manquer de bras.

Si on se refuse à toucher à tout cela, il n'y a pas de remède à vos maux. Augmenter les impôts? La matière imposable est à bout et le prolétaire n'en peut plus. Faire rouler la planche à billets? Ce serait vous concéder d'une main et vous reprendre de l'autre.

En attendant la Révolution sociale, des mesures révolutionnaires s'imposent. N'ayons pas peur de bousculer la légalité: il y a beau temps qu'elle est f...ichue. Prolétaires de la fonction publique, aurez-vous ce courage?
